

Le budget

d'une reprise lente qui se laisse désirer? Nous espérons que les livres pourront être balancés.

Si un malade se trouvait dans une situation de danger de mort et que son médecin lui disait: «Ou nous vous donnons des comprimés pendant les cinq prochaines années et vous avez des chances de vous en tirer ou nous faisons une intervention chirurgicale majeure qui vous rendra la santé au bout d'une courte période de guérison», pourquoi courrait-il un risque?

Pourquoi jouerions-nous notre avenir sur les incertitudes des marchés, des taux d'intérêt? Ce budget ne semble contenir rien qui soit de nature à nous préparer à affronter l'éventuel repli de l'économie qui ne manquera pas de se produire. La question n'est pas de savoir «si» la chose va se produire, ça s'en vient. Il s'agit plutôt de savoir «quand» la chose va se produire.

De gros nuages sombres se profilent à l'horizon. Même au sud de la frontière, chez les Américains, la situation pourrait bien se dégrader, ce qui aurait une incidence néfaste sur notre propre économie. Nous le savons, et ce budget ne prévoit aucune mesure pour parer à la situation. Le temps presse. Nous n'avons pas amplement de temps à notre disposition. Malheureusement, ce message ne passe pas, le gouvernement y reste sourd.

J'ai prêté une oreille attentive aux observations de la secrétaire d'État responsable de la Formation et de la Jeunesse. Elle a évoqué l'expérience néo-zélandaise, comment la Nouvelle-Zélande avait constaté l'ampleur de son problème et les moyens qu'elle avait employés pour le résoudre. Or, la dette de la Nouvelle-Zélande correspondait à 50 p. 100 de son PIB, lorsqu'elle s'est rendu compte de son problème. La nôtre correspond à 70 ou 71 p. 100 de notre PIB et l'on refuse toujours de faire face à la réalité et de faire l'intervention chirurgicale majeure qui s'impose.

Dans le premier budget, le gouvernement prétendait avoir manqué de temps. Il venait de prendre le pouvoir. Les ministériels avaient séjourné dans l'opposition pendant huit ans. Que s'est-il passé au cours de ces huit ans? Pendant ces huit ans, ils ont aggravé le problème en s'opposant à toute mesure visant à contenir le déficit et la dette. Je me rappelle très bien le débat sur l'assurance-chômage, une mesure visant précisément à réduire nos coûts. Les députés d'en face se sont opposés à cette tentative de réduire nos dépenses.

Nous avons maintenant ce budget. Le premier budget ne proposait aucun plan d'action pour supprimer complètement le déficit ou pour équilibrer les finances. Le budget ne fixe aucune échéance pour la réalisation d'un équilibre budgétaire.

Nous avons perdu notre crédibilité sur les marchés parce que nous n'avons rien fait au sujet du régime de pensions des députés. Nous aurions dû prendre des mesures pour rétablir notre crédibilité déjà bien basse. Le gouvernement aurait ainsi fait comprendre de façon très éloquente et claire aux marchés et à la population canadienne qu'il prenait les devants et donnait l'exemple parce qu'il prenait le problème au sérieux. Il ne l'a pas fait et les Canadiens l'ont bien compris, les prêteurs aussi. Les

prêteurs ont compris que le Canada ne prend pas le problème au sérieux.

Il y a trois façons d'équilibrer la situation budgétaire. Nous pouvons augmenter les impôts. Nous pouvons compter sur la croissance économique ou nous pouvons réduire les dépenses.

Je ne crois pas que nous puissions hausser les impôts. Les Canadiens se sont révoltés et ont dit qu'ils étaient imposés à la limite. Nous irions à l'encontre du but recherché si nous haussions les impôts dans le contexte actuel, car cela alimenterait l'économie parallèle qui est déjà en croissance.

Nous pouvons compter sur une croissance de l'économie, mais cela ne dépend pas de notre volonté. C'est l'erreur que nous commettons depuis 25 ans. Le gouvernement a toujours prévu une croissance économique, mais, à la fin de l'année, il constatait qu'elle ne s'était pas concrétisée et que nous nous retrouvions encore plus endettés. Nous n'exerçons pas de contrôle sur la croissance économique.

Nous pouvons néanmoins réduire nos dépenses pour parvenir à équilibrer nos finances. Nous avons pleine liberté à cet égard et c'est vers cet objectif que devraient tendre nos efforts. Ce n'est pas ce que fait le dernier budget. Le budget rogne sur les dépenses, mais ne les réduit pas vraiment.

Depuis 20 ans, le fardeau fiscal s'alourdit, mais, pendant cette période, nous avons accru la dette et le déficit, au lieu de les réduire. Rien ne peut justifier une hausse des impôts, qui aboutit précisément aux résultats inverses de ceux que vise le député. L'augmentation des impôts compromet la création d'emplois et nuit à l'économie.

• (1720)

Il est faux de dire que cela peut se faire sans douleur. Quand on a vécu si longtemps au-dessus de nos moyens, on ne peut faire autrement que s'en ressentir. On ne peut pas échapper à cela. Les Canadiens le savent, et ils sont prêts à l'accepter. Le problème, c'est qu'il y a beaucoup de personnes ici qui ne comprennent pas que les Canadiens sont prêts à accepter cela.

Il suffit de regarder les résultats des sondages réalisés depuis la présentation du budget. Les Canadiens appuient les décisions prises par le gouvernement, mais veulent plus encore. Les sondages ont révélé que les gens pensent que l'on devrait faire plus de réductions car le temps presse. Notre temps est limité.

Il est intéressant de voir les mesures sévères que l'on a prises sur la côte est pour régler le problème de la pêche. Cependant, le problème de la surpêche est semblable à celui de la surdépense. Il y a un nombre limité de poissons, tout comme il y a un nombre limité de dollars. Chaque chose a une fin. Nous sommes durs à l'endroit des pêches, mais nous ne le sommes pas encore à l'endroit des dépenses. Nous pensons encore que nous pouvons continuer de dépenser. Nous pouvons anéantir une industrie tout comme nous pouvons anéantir un pays. Nous pouvons anéantir une industrie en pratiquant la surpêche. Nous pouvons anéantir un pays en poursuivant les dépenses exagérées.

Moody's nous a lancé un message, mais nous ne l'avons pas saisi. Il nous a lancé un avertissement, tout comme nous l'avons